

APPEL POUR LA JOURNÉE NATIONALE DE RÉSISTANCE À LA MILITARISATION 26 AVRIL 1980

proposée par le PSU, le MAN, le MDPL

Depuis ces derniers mois, le monde résonne aux bruits des bottes et la confiance en un futur sans guerre s'est évanouie.

Déploiement des missiles américains en Europe, entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, interventions de la France en Afrique, attaques chinoises au Vietnam, occupation du Cambodge par le Vietnam... La rivalité entre les blocs est constante, attisant les conflits locaux ou régionaux. On mesure aujourd'hui les risques d'une guerre généralisée.

Sous prétexte de préparer cet éventuel conflit, ou, dit-on, pour s'en défendre, la course aux armements s'amplifie. C'est le développement des fusées de l'OTAN et la mise en fabrication de nouvelles générations d'armes soviétiques et américaines. La participation française à ce mode de plus en plus dangereux se révèle à travers le développement de la force de frappe ou la préparation de la bombe à neutrons.

L'arme nucléaire est à la portée d'un nombre toujours plus grand d'Etats, et la dissémination du plutonium nécessaire à la fabrication des bombes atomiques se poursuit sous couvert de ventes de centrales nucléaires.

En outre, la participation militaire française au soutien du régime Tunisien est récemment venue s'ajouter aux précédentes interventions au Zaïre, au Tchad, au Sahara, en Centre-Afrique, à l'inquiétante coopération avec le régime gabonais et au déploiement de la technicité policière française (à la Mecque, au Maroc). Notre pays est en train de préparer de nouvelles forces d'intervention outre-mer. Dans le même temps, il est le plus dynamique des vendeurs d'armes internationaux. La politique du gouvernement français consiste à prendre une part active dans le maintien de régimes dictatoriaux et des structures d'exploitation du Tiers Monde qui nous conduiront inéluctablement vers des explosions populaires imprévisibles dans ces pays (Iran...).

Même les pays les plus pauvres se voient entraînés aujourd'hui dans cette politique d'autodestruction et de gaspillage : les dépenses militaires des pays en voie de développement augmentent deux fois plus vite que leur produit national brut.

Nous ne pouvons plus rester muets ou inactifs car la militarisation à laquelle on assiste sur le plan international se double d'un renforcement des systèmes de contrainte militaro-policiers à l'intérieur de tous les pays industrialisés. Ainsi la technologie moderne (écoutes téléphoniques, informatique...) ou des services « incontrôlés » par la population (sécurité militaire) sont maintenant utilisés régulièrement à l'encontre des opposants politiques quels qu'ils soient. De plus, le cadre légal de la militarisation absolue de la société française existe à travers l'ordonnance du 7 Janvier 1959 (dont on ne parle jamais). Nos libertés les plus élémentaires sont en danger.

Continuer à s'intéresser à ce qu'on appelle les problèmes politiques sans mettre en cause

toute la politique de guerre, c'est faire preuve aujourd'hui d'aveuglement ou de folie. Nombre de jeunes (ou moins jeunes) nous posent quotidiennement les questions suivantes : à quoi sert de mettre des enfants au monde ? A quoi bon préparer un avenir ? A quoi sert de nous battre pour une plus grande justice, pour des progrès de l'égalité et des libertés, pour vaincre la faim dans le monde ?... si demain la décision d'un ou de quelques gouvernements peut anéantir, avec des peuples entiers, tout l'espoir que nous mettons dans nos luttes.

Contre l'engrenage mortel dans lequel nous entraîne la politique des blocs, il existe d'autres moyens que les missiles, que l'entassement des bombes atomiques, que l'accumulation des forces de mort sur lesquelles les citoyens, dans aucun pays du monde, ne peuvent avoir le moindre contrôle.

Depuis quelques années certains militants ont commencé à s'opposer à cette militarisation de nos sociétés par des moyens divers: renvois de livrets militaires, refus de 3% de leur impôt, soutien aux paysans du Larzac, actions en faveur d'un véritable statut de l'Objection au service militaire, luttes des comités de soldats, etc. Aujourd'hui nous appelons toutes celles et tous ceux pour qui la politique ne se réduit pas à des discours et à des batailles électorales à manifester leur opposition à la politique d'armement des blocs, à la dangereuse force de frappe française, à la politique effrénée des ventes d'armements et au rôle de gendarme de l'Afrique de Giscard d'Estaing.

Nous appelons à une journée nationale d'action et de manifestations sur ces thèmes pour le 26 AVRIL 1980. Cette journée sera une étape vers une prise en charge très large de la résistance à la politique d'armement et de guerre.

POUR DES INITIATIVES NATIONALES DU SECTEUR ARMÉE

Alain Joxe

Il existe désormais dans le Parti une tendance à considérer que la lutte prioritaire à soutenir dans le champ militaire, c'est celle des objecteurs de conscience, des renvoyeurs de papiers militaires, des insoumis. Cette tendance s'exprime par des critiques à l'égard des textes de congrès qui tous lient le parti à préconiser le départ dans l'armée de tous ses membres, et même la recherche des responsabilités et des grades, et qui impliquent une présence active des camarades dans le contingent, sur la consigne « droit syndical dans l'armée », ainsi que le soutien aux comités.

Cette sensibilité n'a pas eu à s'exprimer dans l'affrontement politique. Entre les camarades qui pensent qu'il y a contradiction entre la ligne comités syndicaux et la ligne soutien à l'objection/insoumission, et ceux qui pratiquent la nouvelle orientation, il

n'y a pas eu de débat. On dit très souvent qu'il n'y a pas d'opposition entre ces deux attitudes, ce qui signifie que les deux paraissent des formes légitimes de lutte contre la militarisation de la société. Cependant, il existe une contradiction politique réelle qu'il faut trancher ou dépasser, mais certainement pas passer sous silence. C'est l'organisation de ce débat que devait permettre la Conférence Nationale aujourd'hui malheureusement repoussée par le Bureau Politique.

Quelles que soient les raisons de ce report, il est impossible de laisser se modifier encore durant six mois sans débat politique une position du PSU fondamentale, puisqu'elle touche à sa relation, comme parti, avec le noyau dur de l'Etat bourgeois. Si les tenants d'une nouvelle orientation ont des raisons précises pour pousser à cet infléchissement politique, il faut qu'ils

s'expriment et se soumettent à une discussion. Faute de quoi leur propre orientation manquera de consistance politique. Il faut en effet que soit démontré que la sensibilité qu'ils expriment peut correspondre, en ce moment, à une ligne politique nouvelle. Si cette ligne est majoritaire, elle s'exprimera dans un texte nouveau. Si le PSU n'est pas capable de jouer ce rôle, il n'est plus un parti mais un agrégat de mouvements sentimentaux, complètement manipulable, soit dit en passant, par le pouvoir, et il n'y a plus qu'à proclamer sa dissolution.

Les comités de soldats, l'objection-insoumission, ce sont deux mouvements dont l'un est peut-être stagnant et l'autre peut-être montant. Dans tous les cas, le PSU n'est pas seul sur ces deux fronts. La différence entre ces deux activités, c'est que le PSU a été à l'origine de l'orientation du mouve-

ment des soldats vers le droit syndical dans l'armée (depuis le Manifeste de Toulouse). Il n'est pas à l'origine de la ligne objection-insoumission, qu'il a au contraire rejeté clairement en 72-73, et qui lui est imposé de l'extérieur par des mouvements qui, par définition non-violents, cherchent leur cohérence dans le refus de toute présence à la condition militaire, ce qui est parfaitement leur droit mais qui n'est pas notre cas. Il y a donc eu glissement, perte de notre capacité d'impulser des formes et des thèmes de luttes, un abaissement de notre imagination politique.

Ce ne sont pas pourtant les idées qui manqueraient si un débat pouvait avoir lieu, pas seulement sur le soutien à des actions ponctuelles, mais sur les raisons de la tendance à l'objection-insoumission. On pourrait alors définir des campagnes qui viseraient les causes politiques profondes de cette sensibilité au rejet de l'armée et pas seulement les symptômes. Au lieu d'être entraînés vers une campagne de soutien aux insoumis-objecteurs-renvoyeurs de livrets, qui se transforme insidieusement en ligne de fait, nous pourrions proposer des objectifs populaires de campagne beaucoup plus vastes et plus importants, dont le soutien aux objecteurs serait un moyen de diffusion au lieu d'être le terme.

Un certain nombre d'idées émergent à la suite de conversations dans le secteur, j'estime qu'il faudrait les examiner et les impulser au plan national et même assez rapidement pour éviter que le PSU ne s'enferme finalement dans un débat entre les tenants de deux mouvements de masse au lieu de fournir la définition politique de ce qui peut les unir :

1. Une campagne pour le désarmement nucléaire régional en Europe de l'Atlantique à la Pologne

2. Une campagne pour un tribunal Russel contre les crimes de guerre qui se préparent dans l'industrie d'armement.

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE RÉGIONAL EN EUROPE Les deux grands jouent à la course aux armements, ils jouent à la menace de guerre (nucléaire). Les peuples n'en veulent pas. Les deux Grands ont besoin de l'Europe comme champ de bataille pour éviter de se menacer directement et pour maintenir les peuples d'Europe sous leurs bottes respectives. S'ils veulent se faire peur, qu'ils le fassent

directement par-dessus le pôle Nord avec leurs fusées. L'Europe n'a aucun intérêt à servir de tréteaux pour une parade de foire du massacre. Nous devons pouvoir orienter toute l'hostilité de la jeunesse contre les constructions et les appareils militaires nucléaires de plus en plus aliénés à l'Atlantisme d'un côté, au Brejnevisme de l'autre, vers le refus radical de cette position de massacrés que les deux Grands laissent aux habitants du champ de bataille qu'ils ont choisi.

Cette campagne pour le désarmement nucléaire de l'Europe de l'Atlantique à la Pologne ne plaira ni aux Russes ni aux Américains, ni au PC français, à la fois pro-nucléaire français et pro-soviétique, ni au PS paralysé par son atlantisme et son présidentialisme. Mais elle a la simplicité des raisonnements militaires et c'est bien de sécurité qu'il s'agit. C'est d'ailleurs seulement dans cet espace dénucléarisé que notre position en faveur d'une défense nationale populaire non-nucléaire peut prendre son sens stratégique. Le désarmement nucléaire de l'Europe et le refus des leaderships imposés par le monopole du massacre, c'est une politique de *défense de la transition socialiste*.

TRIBUNAL RUSSEL contre les crimes de guerre qui se préparent dans les industries d'armement. La course aux armements est, dans le détail, un laboratoire de crimes de guerre en puissance absolument effroyables. Il est temps de juger les responsables et les créateurs de ces univers de cauchemard, militaires, industriels, scientifiques inventeurs d'armes nouvelles. Ces armes risquent de ne pas être utilisées entre les pays développés qui s'équilibrent dans l'horreur, mais elles seront sûrement utilisées dans le Tiers Monde dans des génocides impitoyables si les peuples et les classes ouvrières ne se mobilisent pas. L'orientation actuelle vers des armes utilisables, même nucléaires (neutrons), mais aussi chimiques, biologiques, etc, est très alarmante.

Ces deux campagnes ne sont pas isolées du contexte français actuel et peuvent même s'appuyer et même bénéficier de l'attention que la campagne éclair du PC a jeté sur la question sans en dépendre aucunement. Elles peuvent faire partie d'un ensemble de propositions publiques sur la base desquelles toutes les campagnes soi-disant unitaires impulsées par le PC devront

être négociées. Si le PC lance demain une campagne contre la bombe à neutrons française, nous pouvons y adhérer sur nos bases et c'est la campagne du PC qui peut apparaître comme un gadget parce qu'elle masque la réalité et détourne les sensibilités vers l'alliance avec Moscou, pas la nôtre.

Ces campagnes ne seraient pas non plus déconnectées du contexte européen (cf. la correspondance de Kenn Coates avec Bourdet), positions prises dans l'hebdomadaire Tribune, positions également de la gauche de la social-démocratie allemande.

Je propose que ces idées soient débattues rapidement par la Commission Armée et publiées de manière « irresponsable » sous forme d'une correspondance ou d'une contribution dans TS hebdo, dans TS mensuel, et si possible impulsées par le Secrétariat National dans la presse par une tribune libre d'Huguette Bouchardeau dans le Monde, un article dans Libé, une intervention de Bourdet dans le Nouvel Obs.

Le plus vite serait le mieux.

Alain JOXE

POUR UN ANTIMILITARISME DES FEMMES

Ecrire un texte sur l'armée, voilà qui m'aurait semblé bizarre et déplacé il n'y a pas si longtemps. Mais de récentes affaires départementales (Meaux, procès d'un objecteur insoumis ; Chevry, procès d'un renvoyeur de livret militaire) m'ont amené à penser que l'armée, ça ne concernait pas seulement le bidasse mais tous. Et pourquoi pas aussi les femmes ?

Laisser la parole aux hommes sur ce terrain, cela revient pour moi à me comporter en femme de permissionnaire. Notre seul rôle jusqu'à présent a été le soutien du moral des troupes. Attendre, patientes et résignées que l'homme revienne en permission, humilié, écrasé, conditionné. Nous, on compte pour du beurre. On doit oublier que pendant quinze jours ou plus, on a vécu dans la détresse, l'angoisse de retrouver un zombie à la place du copain, du mari qui était parti. Et surtout ne pas le laisser voir, se mettre entre parenthèses pour qu'il ne reparte pas trop démoli à la caserne.

L'armée pour les femmes, c'est aussi devoir subir les tracasseries et les pincettes des bidasses en vadrouille. On est résignées, habituées, voire même complaisantes. Le cheveu court qui vous harcèle, c'est de « bonne guerre ». Et puis les « pauvres avec ce qu'ils en bavent à la caserne! ». Alors on essaie de s'en tirer le mieux possible, on voyage debout dans les trains, on protège ses arrières, et on détourne le regard.

Chantal Grimm chante: « *je n'aime que les vrais hommes / les objecteurs, les réformés / les insoumis...* ». Les femmes quant à elles peuvent-elles être antimilitaristes? Ou doivent-elles éternellement se contenter d'aimer les antimilitaristes?

La difficulté est immense: vu notre passé, notre éducation, le rapport des femmes à la violence est diamétralement opposé à celui des hommes. Non pas que les femmes ignorent la violence, mais on a laissé à leur disposition que des moyens détournés de violence (les petites filles ne se battent pas, elles se pincet et elles médissent; violence verbale...). Et même chez les militantes, les questions de défense et d'armée semblent revenir de droit aux hommes (combien de femmes impliquées dans le secteur armée??). Il y a eu dans le passé des exemples historiques de femmes participant à des actions antimilitaristes ou anti-impérialistes (voir le rôle des femmes dans

le blocage des trains du contingent pour la guerre d'Algérie). J'aimerais que dans le cadre de la préparation de notre Conseil National Armée, l'on fasse une recherche sur ces luttes de femmes trop souvent ignorées. Cela nous donnerait peut-être des idées et surtout le déclic psychologique qui nous permettrait peut-être de réaliser profondément que toutes ces questions militaires sont aussi du ressort des femmes.

Autre difficulté : tous les moyens d'action antimilitariste (que j'approuve d'ailleurs pleinement) ont été inventés à l'intention d'un antimilitarisme, d'une désobéissance civile masculine : comités de soldats, renvoi de livrets militaires, objection, insoumission... Que pouvons-nous renvoyer, comment pouvons-nous refuser ? il faudrait étudier soigneusement les possibilités de soutien aux luttes antimilitaristes, mais aussi voir comment les femmes pourraient mener des actions originales. Car je réalise que les femmes ne souffrent pas de l'armée qu'une fois dans leur vie (les 365 jours où leur mari, fiancé ou copain est enfermé) mais qu'il en reste des traces profondes bien des années après, quand celui-ci est revenu. Sans compter qu'au fond de tous les copains, collègues, sommeille au fond un ancien bidasse. Je ne crois pas qu'on sorte indemne de l'armée, les traces sont plus ou moins durables, c'est tout. Mais le mythe du héros viril

plane dans tous les esprits.

Il y aurait aussi une approche économique du problème à faire: je paye mes impôts donc je participe à la politique de Défense et j'ai mon mot à dire. On a vu pendant la seconde guerre mondiale des femmes travailler dans des usines d'armement ou autre pour compenser le départ des hommes. etc. etc. Mais, si ces quelques réflexions mériteraient d'être approfondies, je crois que des considérations de type économique ne suffissent pas et que les femmes sont beaucoup plus touchées par l'armée qu'il n'y paraît.

Alors, mon souhait : beaucoup de femmes aux manifestations du 26 Avril, qu'on se creuse la tête pour trouver des formes d'antimilitarisme féminin et pour que la notion de résistance populaire ou de désobéissance civile, ne soient plus des abstractions pour les femmes (les femmes de Plogoff n'ont pas l'air particulièrement passives et cloîtrées...). Enfin, pour montrer qu'on est là, refuser par l'humour ou tout autre moyen les agressions même verbales des bidasses ou des nostalgiques de la caserne. Ça peut sembler puéril et accessoire: c'est beaucoup pour que les femmes puissent s'affirmer dans tous les domaines. Et en plus, ça fait drôlement du bien !

Nicole Liénard PSU
Seine et Marne
